

# COMMENT ÊTRE D'UN MEILLEUR SOUTIEN POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES AFFECTÉS PAR LA RESTRICTION DE L'ESPACE CIVIQUE?

Approches de gestion des risques avec les jeunes activistes

## ENFANTS ET JEUNES COMME ACTEURS DE CHANGEMENT

Alors que la société est confrontée à des défis mondiaux urgents tels que le changement climatique, l'inégalité entre les genres et la discrimination des personnes LGBTIQ+, les enfants et les jeunes rejoignent le front et deviennent des agents du changement, élevant leur voix et agissant. Ce faisant, ils exercent leurs droits humains fondamentaux en tant qu'acteurs centraux du changement vers le développement et la démocratie. Cependant, leurs possibilités de participation et d'influence significatives sont généralement limitées. Ils se heurtent souvent à une résistance à leurs capacités, car leur participation est considérée comme immature ou comme une menace potentielle pour les personnes au pouvoir. Au même moment, nous assistons dans le monde entier à une tendance inquiétante au rétrécissement de l'espace civique, ce qui constitue une menace pour l'activisme. Par conséquent, ce rétrécissement des espaces civiques sûrs disponibles pour les jeunes restreint davantage leurs droits et leurs libertés civiques.

La diminution des espaces civiques présente des défis uniques pour les jeunes et il est essentiel de

comprendre les implications spécifiques de l'espace civique et les risques associés pour mieux soutenir les enfants et les jeunes à réclamer leurs espaces civiques et à trouver des voies appropriées pour l'expression de soi et l'activisme.

Dans ce contexte, Plan International a commandé une étude de recherche intitulée « Les implications de l'espace civique pour les enfants et les jeunes dans le cadre du Programme « Generation Change ! » afin d'explorer les implications de la restriction de l'espace civique pour les enfants et les jeunes. L'étude, qui a consulté principalement des jeunes âgés de 15 à 25 ans, vise à mieux comprendre le rôle que Plan International et d'autres ONGs peuvent jouer pour mieux soutenir les enfants et les jeunes et s'engager auprès d'eux afin qu'ils puissent participer en toute sécurité et efficacement en tant qu'acteurs de la société civile. Il est prévu que ce rapport, basé sur les résultats de l'étude et les recommandations proposées, pourra servir d'inspiration à d'autres personnes qui luttent également pour un monde dans lequel les enfants et les jeunes peuvent mieux exercer leur droit de s'organiser, de s'exprimer et d'agir. Vous trouverez plus d'informations sur cette étude à la fin de ce rapport.

### Qu'est-ce que l'espace civique?

Civicus définit l'espace civique comme le lieu, qu'il soit en ligne ou hors ligne, où les personnes exercent leurs droits civiques à la liberté d'association (à s'organiser), à la liberté d'expression (à s'exprimer) et au droit de réunion pacifique (entreprendre une action commune). Un espace civique sain permet à la démocratie et à la société de prospérer et constitue l'une des garanties les plus importantes contre la tyrannie, l'oppression et d'autres tendances antidémocratiques.

### **Génération Changement!**

Grâce à un financement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), le programme « Generation Change ! » de Plan International Suède travaille dans 21 pays et en partenariat avec plus de 140 organisations de la société civile (OSC). Le programme, lancé en 2019, vise à contribuer à une société civile vivante, dynamique et inclusive ainsi qu'à la réalisation des droits des enfants et des jeunes et à l'égalité pour les filles. Le programme se concentre sur trois domaines d'impact : la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), la protection de l'enfant et la participation et la gouvernance, dans le but de soutenir les enfants et les jeunes, et leurs organisations.

## **PROTÉGER LES JEUNES AFFECTÉS PAR LA RESTRICTION DE L'ESPACE CIVIQUE**

Les enfants et les jeunes - en particulier les filles, les jeunes femmes et les autres groupes marginalisés - sont affectés de manière disproportionnée par les risques et les incidents résultant de la restriction de l'espace civique. L'une des raisons est que les conditions juridiques, politiques, économiques, sociales et culturelles sont le plus souvent moins favorables aux organisations de jeunesse. Ces organisations disposent généralement de moins de moyens financiers et de ressources, opèrent parfois en tant que groupes ou mouvements informels et sont moins connectés aux arènes établies de la société civile et aux réseaux sociaux protecteurs. Leurs organisations peuvent également avoir une capacité limitée à identifier et à gérer les risques, bien qu'elles aient souvent plus de capacité à mobiliser leurs pairs et à créer le changement.

Toute organisation ou agence de développement travaillant avec les jeunes, leurs familles, leurs communautés et la société, au sens large, a la responsabilité éthique et légale de prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les risques de dommage - tant intentionnels qu'involontaires - soient minimisés. Il peut être difficile de travailler dans des contextes multiples, instables et changeants, et cela nécessite une approche proactive pour comprendre les risques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes, dans toute leur diversité. Il est également complexe d'équilibrer la sauvegarde des jeunes, tout en soutenant leur activité et leur capacité à prendre leurs propres décisions en tant qu'acteurs de la société civile. Il est donc nécessaire que les acteurs du développement international travaillant avec, et pour, les enfants et les jeunes, mieux comprennent comment améliorer leur collaboration avec les jeunes affectés par la restriction de l'espace civique pour qu'ils soient en sécurité - mais aussi en tant qu'acteurs à part entière.

### **L'approche de Plan International pour la sauvegarde:**

À Plan International, notre priorité est d'assurer la sécurité et la protection des enfants et des jeunes avec lesquels nous travaillons, comme décrit dans notre politique globale de sauvegarde, Dites Oui à Assurer la Sécurité des Enfants et des Jeunes. Bien que Plan International ait placé la protection de l'enfant au cœur de son travail depuis de nombreuses années, il est reconnu que notre approche de la protection doit mieux refléter les différents types de risques auxquels les enfants et les jeunes, dans toute leur diversité, sont confrontés dans le cadre de leur participation à notre travail - en particulier lorsque nous travaillons à promouvoir l'égalité et à lutter contre la discrimination. Cela inclut l'adoption d'une approche inter-sectionnelle, et reconnaît l'importance que toutes les personnes qui travaillent pour, et s'engagent avec des organisations comme Plan International, soient qualifiées, confiantes et bien soutenues pour assumer leurs responsabilités pour la protection des enfants et des jeunes. Il est tout aussi important que les enfants et les jeunes avec lesquels nous travaillons soient conscients des responsabilités de l'organisation de prévenir et répondre à toute atteinte à leur encontre résultant des actions et du comportement du personnel, des associés et des visiteurs. Ils doivent également connaître les moyens de signaler de tels incidents.

## LA DIMINUTION DE L'ESPACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE: COMPRENDRE L'IMPACT SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES ACTIVISTES ET LEURS ORGANISATIONS

### Risques communs auxquels les enfants et les jeunes activistes<sup>1</sup> sont confrontés

Un environnement non favorable, chargé de risques à la fois hors ligne et en ligne, entrave les organisations dirigées par des jeunes et leurs actions collectives pour la démocratie et les droits humains. L'étude de Plan International a invité des enfants et des jeunes à évaluer les risques qu'ils perçoivent comme prévalant dans le contexte de leur travail (du plus courant au moins courant):

- **Le harcèlement sexuel:** Le risque hors ligne et en ligne le plus courant auquel sont confrontés les enfants et les jeunes activistes, en particulier les filles et les jeunes femmes, est le harcèlement sexuel. De nombreux répondants ont fait part de leurs propres expériences et de celles d'autres personnes en matière de harcèlement sexuel et/ou de violences sexuelles en ligne, comme le partage non consenti de messages, de photos ou de vidéos intimes, et l'attention sexuelle non désirée, utilisés comme outils de coercition et d'intimidation.
- **La pression des gouvernements et/ou des acteurs politiques:** Dans la plupart des pays, il est reconnu que le gouvernement a le dernier mot sur les organisations et activistes qui peuvent opérer et sur le succès global de leur travail. Certains activistes craignent d'être pénalisés par le gouvernement et d'être à la merci (leurs actions dépendent de la bonne volonté) du gouvernement ou des acteurs politiques dans leur travail. La plupart essaient de maintenir une relation harmonieuse avec le gouvernement et de respecter les lois, mais le résultat n'est pas toujours positif. Comme un répondant de l'étude a manifesté, "la société qualifie les filles activistes de non-africaines, pour oser avoir défier l'oppression dont elles sont victimes."
- **Persécution par les forces de l'ordre:** Lorsqu'on fait référence aux forces de l'ordre, la police et l'armée sont considérées comme les acteurs qui représentent la plus grande menace et le plus grand risque. Dans certains contextes, cela peut prendre la forme d'une répression des droits des activistes à la libre association par le biais de la brutalité lorsqu'ils manifestent dans la rue, voire de l'emprisonnement.
- **Persécution par d'autres individus:** La persécution peut prendre la forme de destruction de biens, d'incitation à la haine, des tabassages, d'incendies criminels ou de vandalisme. Cependant, le risque de persécution par d'autres individus peut également prendre la forme de communautés activistes qui

s'opposent aux jeunes et à leur travail, en particulier pour les activistes travaillant sur les droits sexuels, reproductifs et sanitaires (DSSR) et les questions liées aux LGBTQ+.

- **Restriction intentionnelle de l'activité sociale et économique:** Un autre risque identifié par les activistes et leurs organisations est la congélation des fonds et autres actifs financiers et ressources économiques, y compris l'empêchement de leur utilisation, altération, mouvement, transfert ou accès.

### Pour l'activisme en ligne, les enfants et les jeunes sont confrontés à des risques supplémentaires:

- **La cyber-intimidation:** Les jeunes activistes considèrent la cyber-intimidation comme le risque en ligne le plus courant auquel ils sont actuellement confrontés et qui a lieu sur les médias sociaux, les plateformes de messages et les téléphones portables. Il s'agit d'un comportement répété et délibéré visant à effrayer, mettre en colère ou faire honte à ceux qui sont visés. Un répondant a partagé ce qui suit : "Il y a un risque constant en ligne de harcèlement de votre dignité parce que vous êtes un jeune activiste LGBTQ+."
- **Menaces sur les médias sociaux :** Les jeunes activistes, en particulier les filles, les jeunes femmes et les activistes LGBTQ+, sont également confrontés à des menaces sur les médias sociaux. Les activistes rapportent, informent et dénoncent des actions sur les médias sociaux et, par conséquent, ils sont attaqués par des tiers qui vont à l'encontre de leurs œuvres et de leurs valeurs. Il y a eu des incidents, par exemple, dans lesquels des activistes défendant le droit à l'avortement et LGBTQ+ ont reçu des menaces de mort par le biais des médias sociaux.
- **Atteinte à la réputation:** Les jeunes activistes sont également confrontés à des risques de réputation par le biais d'adversaires qui répandent des rumeurs ou font de fausses déclarations qui exposent les activistes à la haine, au ridicule ou au mépris, et à la diffamation en général. De faux profils sont également créés pour attaquer leur travail. Pour les filles et les jeunes femmes qui travaillent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, il s'agit d'un risque en ligne courant. "Si nous parlons de l'avortement à la télévision ou sur les médias sociaux", a déclaré une répondante, "les gens commencent à nous traiter de prostituées et à dire que nous encourageons le sexe libre." Cela a un impact néfaste sur les filles et, par conséquent, leurs parents et leurs familles leur interdisent souvent de poursuivre leur travail et leurs activités afin d'éviter cette atteinte à la réputation.

<sup>1</sup>L'étude définit un activiste comme suit: "Une personne qui croit fermement à un changement politique ou social et qui prend part à des activités pour tenter de le réaliser; des leaders de la jeunesse ou de la communauté, des influenceurs, des bénévoles, des participants actifs dans des groupes d'enfants ou de jeunes ou d'autres réseaux/mouvements".



Affronter ou craindre ces risques - qu'ils se concrétisent ou non - a eu un impact négatif sur les jeunes à bien des égards et a entravé leur activisme. Cela a ralenti la progression de leur travail, affecté leur confiance en soi et la manière dont ils organisent, font campagne et défendent les causes auxquelles ils croient. Cela a également eu un impact sur leur santé, tant physique que mentale. L'anxiété, la dépression, le faible estime de soi, le découragement, l'impuissance et l'isolement sont quelques-unes des conséquences psycho-émotionnelles des jeunes confrontés ou craignant ces risques.

## PRINCIPALES CAUSES DE LA RESTRICTION DE L'ESPACE

L'instabilité politique est l'une des principales causes de la restriction de l'espace civique pour les enfants et les jeunes. Les enfants et les jeunes activistes, qui vivent dans des contextes politiquement instables, sont généralement plus affectés et font face à plus de risques liés à leur activisme, jusqu'à mettre en danger leur bien-être général. L'ingérence du gouvernement peut donc être considérée comme un facteur critique pour comprendre la restriction de l'espace civique et son impact sur l'activisme des enfants et des jeunes. Cependant, la situation politique, en soi, n'est pas un facteur déterminant.

L'influence des normes sociales est évidente dans tous les risques identifiés ci-dessus. Dans tous les pays étudiés, les LGBTIQ+, les filles, les femmes et les jeunes jouent un rôle leader dans la défense des droits humains, et leur citoyenneté active remet en question les normes sociales concernant la sexualité, le genre et l'âge. La violence sexuelle, historiquement, est utilisée comme un outil de contrôle et de discipline afin de miner l'autonomie et la liberté. Ceci est révélé dans l'étude de Plan International où des jeunes femmes féministes d'Amérique Latine ont révélé comment des hommes leur ont envoyé des "vidéos de filles violées et dénigrées par des hommes" sur leurs réseaux sociaux, en guise d'avertissement sur le type de risques auxquels elles s'exposeraient pour avoir élevé la voix en faveur des droits des jeunes femmes. Cette expérience souligne également la façon dont la persécution, le harcèlement et les abus se manifestent en ligne.

L'accès à l'espace civique pour les jeunes est souvent limité en raison de l'influence des acteurs dans les sphères privées et publiques de leur vie. Du point de vue des jeunes activistes, la famille, les autres jeunes/pairs et les leaders communautaires ont été identifiés comme étant les plus influents dans leur décision (et leur capacité) de s'organiser. Les gouvernements, les acteurs politiques, les agences

chargées de l'application de la loi, les mouvements anti-droits et les institutions religieuses ont tous été identifiés comme des acteurs qui représentent la plus grande menace pour les jeunes activistes par le biais de la persécution et les lois restrictives.

## LES LACUNES À COMBLER POUR CRÉER UN ESPACE CIVIQUE PLUS FAVORABLE

L'étude de Plan International identifie plusieurs besoins et lacunes à combler afin de créer un environnement civique plus favorable à l'activisme des jeunes :

- **Les enfants et les jeunes activistes ne se sentent pas en sécurité - en particulier les groupes représentant et défendant les droits des minorités**

La plupart des enfants et des jeunes activistes ont indiqué qu'ils se sentent parfois en danger et en insécurité pendant leurs activités, en particulier lorsqu'ils représentent et défendent les droits des enfants et des jeunes qui sont vulnérables, minoritaires et en risque dans leurs communautés locales. Pour soutenir pleinement les jeunes, dans toute leur diversité, et pour qu'ils puissent revendiquer leur espace en tant qu'acteurs de la société civile, la société civile mondiale devrait être plus inclusive et s'adapter aux divers besoins des jeunes. Les participants à l'étude ont souligné que, bien que des mesures et des mécanismes de protection soient en place au niveau national, ils ont perçu qu'ils ne s'identifient pas et ne répondent pas suffisamment aux risques auxquels ils sont confrontés, en particulier les filles et les jeunes femmes, dans le cadre de leur engagement civique.

- **Les enfants et les jeunes ne sont pas reconnus ou soutenus en tant qu'acteurs de la société civile.**

La voix des jeunes n'est pas suffisamment entendue en raison des normes sociales qui soutiennent principalement le leadership des adultes et des hommes et considèrent que les jeunes sont "moins que" les adultes. Cela affecte leur capacité à participer de manière égale à la société civile et entrave leur capacité à influencer d'autres secteurs tels que le gouvernement, le secteur privé et les médias. Comme l'a dit un répondant, "la plupart du temps, les jeunes sont considérés comme le dernier groupe de personnes à prioriser pour assister aux réunions, notamment parce que l'on a le sentiment qu'ils ne peuvent contribuer à grand-chose." De plus, parmi les personnes interrogées dans le cadre de l'étude de Plan International, 95 % ont identifié le manque de ressources comme un autre facteur important inhibant leur accès aux espaces civiques. Les jeunes consultés ont mentionné que

les conditions et les exigences prédominantes actuelles de la coopération internationale entravent leur accès au financement et aux ressources. Par exemple, il est fréquent que les organisations de jeunesse ne disposent pas du statut juridique ou des structures administratives nécessaires pour recevoir ce type de financement.

- **De nombreux jeunes activistes se méfient des autorités et des acteurs extérieurs**

Bien que certains pays aient mis en place des protocoles de rapport et de référence, les enfants et les jeunes activistes ont indiqué qu'ils n'avaient pas confiance dans leurs organismes d'application de la loi respectifs ou dans le soutien qu'ils pourraient recevoir d'autres acteurs, tels que les acteurs plus traditionnels de la société civile. Par conséquent, il est improbable qu'ils s'engagent auprès d'acteurs externes, en dehors de Plan International, ou d'autres partenaires, d'une organisation de parrainage ou société mère, lorsqu'ils sont confrontés à un incident ou lorsqu'ils souhaitent signaler un risque. Les initiatives existantes ne sont pas suffisantes pour soutenir de manière appropriée les jeunes activistes, pas plus que les efforts de plaidoyer vers les autorités.

- **Besoin de soutien pour utiliser efficacement les mécanismes de sauvegarde existants - hors ligne et en ligne**

La plupart des partenaires OSC et des jeunes activistes déclarent avoir un certain niveau de connaissance des mesures de protection qui sont à leur disposition lorsqu'ils confrontent un risque ou à un incident dans le cadre de leur activisme - bien qu'une majorité d'entre eux déclarent ne pas avoir les capacités techniques pour les utiliser efficacement. En ce qui concerne les risques et les mesures de sauvegarde dans le cadre de leur activisme en ligne, cela semble moins bien connu et compris. En outre, alors que l'accès à l'espace civique en ligne est en train d'émerger, les lois et réglementations relatives à l'accès numérique sont en retard dans la plupart des pays de l'étude, ce qui entraîne des incertitudes sur ce qui est, ou n'est pas, légal et/ou acceptable. En outre, les jeunes activistes expriment le besoin d'être mieux équipés pour identifier et gérer leurs propres risques et mesures de protection.

- **Les jeunes activistes ne savent pas vers qui se tourner lorsqu'ils sont soumis à des risques liés à leur activisme**

L'étude montre que les enfants et les jeunes activistes ont une connaissance limitée des organisations ou des acteurs à contacter lorsqu'ils

ne se sentent pas en sécurité dans le cadre de leur activisme. Même si, dans le cadre du programme « Generation Change ! » il y a souvent une forte présence de groupes d'enfants et de jeunes qui les mettent en contact avec un plus grand nombre d'acteurs de la société civile, la plupart des jeunes ont répondu qu'ils ne savaient pas vraiment vers qui se tourner pour apprendre à se protéger des menaces, des risques et/ou de la violence. L'étude a également révélé qu'en raison du soutien limité, les enfants et les jeunes activistes ne se sentent pas en confiance pour signaler les risques et les incidents liés à leur activisme, même lorsqu'ils savent à qui s'adresser. D'après certaines expériences et perceptions des personnes interrogées, elles trouvent les procédures de signalement fastidieuses et citent les délais de réponse après le signalement et le suivi inadéquat.

## LES DÉFIS DU COVID-19 POUR LES JEUNES ACTIVISTES

Les quarantaines, les confinements et la distanciation sociale sont devenues la norme depuis la propagation mondiale du COVID-19 et, bien que ces restrictions soient considérées comme nécessaires pour des raisons de santé publique, elles ont également contribué à la restriction de l'espace civique. L'équipe de recherche en a tenu compte, en examinant les défis uniques que cela représentait pour les jeunes et leurs organisations. Outre les restrictions sur le nombre de jeunes pouvant assister à des réunions ou à des rassemblements en personne, le transfert de leur plaidoyer vers une plateforme en ligne a également posé aux jeunes des problèmes tels que le manque d'accès à l'internet et le coût élevé des données (fibre ou données mobiles). D'autres risques en ligne ont également été mentionnés ci-dessus. Pourtant, la pandémie nous rappelle que les espaces civiques ne sont pas seulement des points de rassemblement physiques, mais peuvent aussi être en ligne. Dans ce contexte, il est important de comprendre les différents risques inhérents et potentiels auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils tentent de tirer parti de cet espace virtuel - comme l'accès limité à la technologie Internet, le manque de confidentialité et de sécurité en ligne, et les restrictions d'accès dues à leur âge, en particulier pour les plus jeunes activistes.

Cependant, au-delà de la capacité à se réunir physiquement ou virtuellement, l'étude a également noté que les enfants et les jeunes, en particulier les filles et les jeunes femmes, se sentent exclus des espaces où les discussions et les décisions prises concernant les réponses à COVID-19.

## RECOMMANDATIONS: COMMENT MIEUX SOUTENIR ET PROTÉGER LES JEUNES ACTIVISTES

Compte tenu du rôle important que jouent les jeunes activistes aujourd'hui, les OSC et des autres acteurs du développement doivent comprendre comment soutenir et protéger les enfants et les jeunes activistes pour leur donner la meilleure opportunité d'apporter leur contribution positive en toute sécurité. Sur la base des résultats de l'étude et des préoccupations exprimées par les jeunes activistes, Plan International et les autres acteurs du développement doivent tenir compte des recommandations ci-dessous :

### **S'assurer que les systèmes internes peuvent identifier et répondre aux risques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes activistes.**

Des mécanismes de rapport plus clairs et accessibles doivent être mis en place pour identifier, contrôler et suivre les risques et les incidents auxquels les enfants et les jeunes activistes sont confrontés en raison de la

diminution de l'espace civique. Les directives doivent être élaborées conjointement par les ONGs, les partenaires OSC et les activistes eux-mêmes, afin de s'assurer que tous les risques en ligne et hors ligne sont saisis et que les processus sont internalisés et bien compris. Les organisations doivent envisager de créer un groupe consultatif de jeunes pour s'assurer que tous les systèmes mis en place sont conçus avec la contribution des jeunes activistes eux-mêmes.

En outre, pour des organisations telles que Plan International, les directives mondiales existantes devraient être diffusées régulièrement afin de soutenir et guider, par exemple, les bureaux pays de Plan International et les partenaires OSC sur la manière de gérer les risques existants. Une attention particulière doit être accordée aux risques et aux activités en ligne - notamment ceux auxquels sont confrontées les filles et les jeunes femmes - car l'étude a révélé une faiblesse des connaissances et des capacités dans ce domaine. D'autre part, une meilleure prise de conscience des risques peut également aider les jeunes activistes à développer une plus grande résilience et une collaboration plus forte avec d'autres organisations, mouvements et réseaux.

**Protocoles de référencement dans les programmes « Generation Change! »** À Plan International, nous reconnaissons la nécessité de travailler avec des professionnels qui ont une expertise particulière en matière de gestion des risques, tout en renforçant nos propres capacités internes en matière de sauvegarde et les problèmes liés au rétrécissement de l'espace civique afin de mieux gérer les risques particuliers auxquels les enfants et les jeunes avec lesquels nous travaillons peuvent être confrontés en raison de leur activisme. L'étude recommande donc une conception particulière des protocoles de parcours de référence adaptés aux risques liés à l'espace civique, afin de rendre ces types particuliers de références plus standardisés et adaptés à chaque contexte.

### **Soutenir de manière proactive les jeunes activistes pour qu'ils se connectent et se réunissent, en tirant parti de leur position pour amplifier leur voix et leur expérience.**

Des efforts plus importants sont nécessaires pour créer des espaces civiques sûrs - physiques ou en ligne - qui sont possédés, dirigés et façonnés par les activistes. Ces espaces leur permettent de partager leurs expériences et d'obtenir le soutien d'autres activistes, acteurs ou experts. Les organisations internationales doivent donc étendre leur soutien pour aider les activistes à travailler collectivement en les connectant et en fournissant une plateforme commune aux

activistes à différents niveaux. Les organisations internationales offrent de nombreux points d'entrée aux OSC locales pour influencer les institutions étatiques et les autorités locales. Le partenariat avec une ONG bien connue peut également présenter des avantages en termes de réputation grâce à l'association qui, à son tour, peut offrir une forme de protection aux partenaires OSC locaux, y compris les enfants et les jeunes, qui défendent des questions générales relatives aux droits de l'homme. Cependant, dans certains contextes particuliers, il est important de considérer que le fait d'être associé à une ONG - perçue comme représentant les "valeurs occidentales" - peut avoir un effet négatif sur la façon dont ils sont perçus.

## **Fournir un soutien au renforcement des capacités des jeunes activistes et de leurs organisations - y compris la mise à disposition de ressources - pour leur permettre de maintenir une action sûre et de construire des organisations résilientes.**

Un soutien accru est nécessaire pour identifier les risques spécifiques hors ligne et en ligne qui affectent les organisations d'enfants et de jeunes, en tenant compte de la diversité des activistes et des risques spécifiques auxquels sont confrontées les filles, les jeunes femmes et les personnes qui s'identifient comme LGBTIQ+. L'objectif est d'aider les enfants et les jeunes à répondre à leurs propres besoins en matière de protection. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des organisations de jeunesse en matière de gestion de projets et de fonds afin de créer des organisations plus résilientes.

## **Mettre des fonds et des ressources flexibles et rapides à la disposition des jeunes et de leurs organisations.**

En plus du soutien général et du développement des capacités sur la manière de gérer les risques, il est important de mettre à la disposition des fonds et des ressources flexibles et rapides qui soient accessibles aux jeunes et à leurs organisations lorsque des risques et des incidents se produisent. La mobilisation des ressources - financières et non financières - reste un facteur critique qui a un impact sur leur capacité et, en fin de compte, sur l'étendue de leur activisme. Malgré les progrès accomplis grâce à la multiplication des mécanismes de financement alternatifs, les ressources semblent toujours insuffisantes pour répondre à la demande actuelle.

« **Civic Space Flex Fund** » (Fonds Flexibles pour l'Espace Civique) dans le Programme « **Generation Change !** » L'étude a également servi à consulter les jeunes et les partenaires OSC de Plan International sur la conception du "Civic Space Flex Fund", afin de répondre au besoin d'un financement plus flexible disponible lorsque la situation de l'espace civique change. Le fonds se concentrent sur le renforcement des capacités techniques et organisationnelles et sur la capacité à répondre à des situations imprévues ou urgentes liées à la diminution de l'espace pour les enfants et les jeunes activistes. Le processus de demande de fonds et de rapport est simple et rapide et une attention particulière est accordée aux activistes des zones rurales et des groupes minoritaires qui font déjà partie du programme « **Generation Change !** » .

## **REPENSER LE SOUTIEN - GÉRER LES RISQUES AVEC LES JEUNES ACTIVISTES**

Des espaces civiques sûrs sont nécessaires pour permettre aux jeunes d'organiser leurs mouvements sociaux, de manifester leur vérité et d'inspirer d'importants changements politiques et économiques, ouvrant la voie à de nouvelles synergies avec la société. Cependant, la tendance actuelle à la diminution des espaces civiques est préoccupante. Sans accès à des espaces civiques sûrs, les enfants et les jeunes ont plus de mal à participer positivement à la société civile, ce qui entraînera à terme un déclin de leur engagement civique. De plus, les filles et les jeunes femmes vivent différemment les conséquences de la restriction des espaces et les acteurs du

développement, impliqués dans cette question, doivent comprendre et répondre de manière appropriée.

Des études telles que celle de Plan International intitulée "Implications de l'Espace Civique pour les Enfants et les Jeunes" mettent en lumière l'importance de promouvoir des environnements civiques sûrs, accueillants et favorables aux enfants et aux jeunes. Cela montre également l'importance pour les acteurs du développement de co-crée des réponses aux risques avec les jeunes activistes. S'attaquer aux problèmes sous-jacents causant la diminution des espaces civiques permettra de s'assurer que les enfants et les jeunes s'impliquent, restent engagés et bénéficient en fin de compte d'une société plus équitable et plus juste - pour leur génération et les générations à venir.



## A PROPOS DE L'ÉTUDE

L'étude, "Implications de l'Espace Civique pour les Enfants et les Jeunes dans le Cadre du Programme Generation Change ! (2021), a été réalisée par l'équipe de recherche Ubuntu - un collectif dirigé par des jeunes - dans le but de déterminer comment la diminution ou la limitation de l'espace civique affecte les jeunes activistes en ligne et hors ligne, en particulier les filles et les jeunes femmes. L'étude a également proposé des mesures et des stratégies appropriées visant à minimiser les risques et les incidents négatifs tout en continuant à soutenir efficacement les jeunes en tant qu'acteurs de la société civile.<sup>2</sup>

Pour soutenir l'étude, l'équipe de recherche a principalement consulté de jeunes activistes en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, déjà impliqués dans le programme Generation Change ! sur leurs expériences générales d'engagement dans la société civile (au-delà de leur participation au programme Generation Change !). En raison de la pandémie de Covid 19, les chercheurs ont dû recourir à la collecte de données par des méthodes en ligne et, par conséquent, le nombre d'enfants consultés a été nettement inférieur à celui prévu. Au lieu de cela, davantage de jeunes ont été consultés. Plan International reconnaît la nécessité d'analyser en profondeur les défis particuliers auxquels les enfants seront confrontés à l'avenir. Pour plus d'informations sur l'étude et à propos du travail de Plan International dans le "Generation Change! Programme" - prière contacter [program@plansverige.org](mailto:program@plansverige.org).

<sup>2</sup>L'étude a été réalisée dans le cadre du programme « Generation Change ! » financé par Sida Civsam et intègre les enseignements tirés d'une enquête auprès de 191 personnes, de 28 entretiens avec des informateurs clés et de 9 ateliers, couvrant un large éventail de contributions et de perspectives d'enfants, de jeunes, de partenaires OSC et de personnel de Plan International dans 21 pays. Une attention particulière a été accordée à cinq pays : la Bolivie, Cambodge, Malawi, Timor-Leste et Togo.